

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/1/BGR/1
G/SCM/N/1/BGR/1
27 mars 1997
(97-1285)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

BULGARIE

La Mission permanente de la Bulgarie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, en date du 20 mars 1997.

En ce qui concerne les dispositions de l'article 18.5 de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994 et de l'article 32.6 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, vous trouverez ci-joint le texte du Règlement n° 287 du 4 décembre 1996 (publié au Journal officiel n° 106/1996) relatif à la protection contre les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées.

REGLEMENT N° 287

**du 4 décembre 1996
relatif à la protection contre les importations
faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées**

LE CONSEIL DE MINISTRES A ADOPTE LE REGLEMENT DONT LA TENEUR SUIT:

Article premier 1) Le présent règlement définit les conditions et modalités de la protection du marché intérieur contre les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées et les procédures applicables à cette fin.

2) La protection visée au paragraphe 1 est assurée par l'application de droits antidumping et de droits compensateurs, mis en oeuvre dans le cadre des dispositions de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994), à l'issue d'une procédure d'enquête ouverte et menée à bien conformément aux dispositions:

1. de l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994, et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, en liaison avec l'Accord sur l'agriculture figurant à l'annexe 1 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce, signé le 15 avril 1994 à Marrakech, et

2. du présent règlement.

Article 2. 1) Un droit antidumping peut être appliqué à tout produit faisant l'objet d'un dumping dont l'importation dans la République de Bulgarie cause ou menace de causer un dommage à la branche de production bulgare.

2) Aux fins du présent règlement, un produit sera considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché intérieur à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers la République de Bulgarie, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur.

3) Le pays exportateur est normalement le pays d'origine. Toutefois, ce peut être un pays intermédiaire, différent du pays d'origine, sauf si le produit considéré transite simplement par ce pays, ou bien si, pour ce produit, il n'y a pas de production ou pas de prix comparable dans ledit pays.

4) Aux fins du présent règlement, le terme "produit similaire" s'entend d'un produit identique, c'est-à-dire semblable à tous égards au produit considéré, ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit considéré.

Article 3. 1) La valeur normale est normalement établie sur la base des prix réellement acquittés ou dus dans le cadre d'opérations commerciales normales par des clients indépendants dans le pays exportateur. Toutefois, dans le cas où l'exportateur ne produit pas ou ne vend pas le produit similaire dans le pays exportateur, la valeur normale peut être établie sur la base des prix pratiqués par d'autres vendeurs ou producteurs. Les prix pratiqués entre des parties dont il apparaît qu'elles sont associées ou liées par un arrangement de compensation ne peuvent pas être considérés comme

pratiqués au cours d'opérations commerciales normales ni servir à établir la valeur normale, sauf s'il est déterminé qu'ils ne sont pas affectés par cette relation.

2) Les ventes du produit similaire destiné à la consommation intérieure sont normalement retenues pour la détermination de la valeur normale si elles constituent 5 pour cent ou plus du volume des ventes du produit considéré à la République de Bulgarie. Toutefois, un volume de ventes inférieur peut être retenu dans les cas où les prix demandés sont considérés comme représentatifs du marché du pays exportateur.

3) Lorsqu'il n'y a pas ou pas suffisamment de ventes du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales ou que, du fait de la situation particulière du marché, de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la valeur normale du produit similaire est calculée sur la base:

1. des prix pratiqués au cours d'opérations commerciales normales à l'exportation vers un pays tiers approprié, à condition que ces prix soient représentatifs, ou

2. des coûts de production dans le pays d'origine, majorés d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, ainsi que pour les bénéfices.

4) Les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur ou les ventes à un pays tiers à des prix inférieurs aux coûts de production unitaires (fixes et variables) majorés des frais de commercialisation et d'administration et des frais de caractère général ne peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix et écartées de la détermination de la valeur normale que si les autorités déterminent que de telles ventes sont effectuées sur une longue période en quantités substantielles et à des prix qui ne permettent pas de couvrir tous les frais dans un délai raisonnable.

5) Si les prix visés au paragraphe 4), qui sont inférieurs aux coûts unitaires au moment de la vente, sont supérieurs aux coûts unitaires moyens pondérés de la période couverte par l'enquête, il est considéré que ces prix permettent de couvrir les frais dans un délai raisonnable.

6) La longue période visée au paragraphe 4) est normalement d'un an, mais ne peut en aucun cas être inférieure à six mois.

7) Les ventes à des prix inférieurs aux coûts unitaires sont considérées comme effectuées en quantités substantielles sur la période visée au paragraphe 4) lorsque:

1. il est établi que le prix de vente moyen pondéré est inférieur aux coûts unitaires moyens pondérés, ou

2. le volume des ventes ne représente pas moins de 20 pour cent du volume de celles qui sont prises en considération pour la détermination de la valeur normale.

8) Les coûts sont normalement calculés sur la base des registres de la partie faisant l'objet de l'enquête (l'exportateur ou le producteur), à condition que ces registres soient tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays concerné et qu'il soit prouvé qu'ils tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.

9) Il est tenu compte de tous les éléments de preuve présentés par l'exportateur ou le producteur au sujet de la juste répartition des coûts, à condition que ce type de répartition ait été traditionnellement utilisé. A défaut d'une méthode plus appropriée, c'est la répartition sur la base du chiffre d'affaires qui est de préférence retenue.

10) A moins qu'il n'en ait déjà été tenu compte dans la répartition, les coûts sont ajustés de manière appropriée en fonction des éléments non renouvelables des coûts dont bénéficie la production future et/ou courante. Lorsque les coûts d'une partie de la période de recouvrement des frais couverte par l'enquête sont affectés par:

1. l'utilisation de nouvelles installations de production exigeant des investissements additionnels substantiels, et

2. la faiblesse des taux d'utilisation des capacités, due à des opérations de démarrage effectuées durant la totalité ou une partie de la période couverte par l'enquête, les coûts moyens de la phase de démarrage sont ceux qui, en vertu des règles de répartition précitées, correspondent à la fin de cette phase, et ils sont comptabilisés à ce niveau, pour la période considérée, dans les coûts unitaires moyens pondérés visés au paragraphe 5) du présent article.

La durée de la phase de démarrage est déterminée par rapport à la situation du producteur ou exportateur concerné, mais elle ne peut excéder une fraction initiale appropriée de la période de recouvrement des frais. Aux fins de cet ajustement des coûts à prendre en considération pour la période couverte par l'enquête, il est tenu compte des renseignements relatifs à une phase de démarrage s'étendant au-delà de ladite période dans les cas où ils sont présentés avant les inspections prévues à l'article 23. 2) 3. et dans les trois mois suivant l'ouverture de l'enquête.

11) Les montants correspondant aux frais de commercialisation et d'administration et aux frais de caractère général ainsi qu'aux bénéfices sont calculés sur la base de données réelles concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, du produit similaire par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Lorsque ces montants ne peuvent pas être ainsi déterminés, ils peuvent l'être sur la base:

1. de la moyenne pondérée des montants réels déterminés pour les autres exportateurs ou producteurs soumis à l'enquête en ce qui concerne la production et les ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays d'origine;

2. des montants réels concernant la production et les ventes, au cours d'opérations commerciales normales, de la même catégorie générale de produits par l'exportateur ou le producteur en question sur le marché intérieur du pays d'origine;

3. de toute autre méthode raisonnable, à condition que le montant correspondant aux bénéfices ainsi établi n'excède pas le bénéfice normalement réalisé par d'autres exportateurs ou producteurs lors de ventes de produits de la même catégorie générale sur le marché intérieur du pays d'origine.

Article 4. 1) Aux fins du présent règlement, le terme "prix à l'exportation" s'entend du prix effectivement acquitté ou dû pour un produit lorsqu'il est vendu en vue d'être exporté du pays exportateur à destination de la République de Bulgarie.

2) Lorsqu'il n'y a pas de prix à l'exportation ou qu'il apparaît que l'on ne peut se fonder sur le prix à l'exportation du fait de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation

entre l'exportateur et l'importateur ou une tierce partie, le prix à l'exportation peut être construit sur la base:

1. du prix auquel les produits importés sont revendus pour la première fois à un acheteur indépendant, ou

2. si les produits ne sont pas revendus à un acheteur indépendant ou ne sont pas revendus dans l'état où ils ont été importés, sur toute autre base raisonnable.

3) Dans les cas visés au paragraphe 2), il est tenu compte de tous les frais intervenus entre l'importation et la revente, ainsi que d'une marge bénéficiaire raisonnable, de manière à établir un prix fiable d'exportation à la frontière de la République de Bulgarie. Les éléments retenus aux fins de l'ajustement comprennent les frais qui sont normalement à la charge de l'importateur mais ont été acquittés par toute partie, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Bulgarie, dont il apparaît qu'elle est associée ou liée par un arrangement de compensation à l'importateur ou à l'exportateur, à savoir:

1. les frais de transport, assurance, manutention et chargement et frais annexes habituels;
2. les droits de douane, droits antidumping éventuels et autres impositions dus dans le pays importateur du fait de l'importation ou de la vente du produit considéré;
3. une marge raisonnable pour les frais de commercialisation et d'administration et les frais de caractère général ainsi que pour les bénéfices.

Article 5. 1) Il est procédé à une comparaison équitable entre le prix d'exportation et la valeur normale. Elle est faite au même niveau commercial et pour des ventes effectuées à des dates aussi voisines que possible, compte dûment tenu des autres différences affectant la comparabilité des prix.

2) Lorsque la valeur normale et le prix d'exportation n'ont pas été établis sur des bases comparables, il est dûment tenu compte sous forme d'ajustements, dans chaque cas selon ses particularités, des différences dans certains facteurs dont il est allégué, et démontré, qu'elles affectent les prix et la comparabilité des prix. Il est fait en sorte de ne pas répéter des ajustements déjà opérés.

3) Il peut être procédé aux ajustements visés au paragraphe 2) pour tenir compte des facteurs et conformément aux règles ci-après:

1. caractéristiques physiques - le montant de l'ajustement correspond à une estimation raisonnable de la valeur commerciale de la différence;
2. impositions à l'importation et impôts indirects - la valeur normale est corrigée d'un montant correspondant aux impositions à l'importation ou impôts indirects supportés par le produit similaire et par les matières ou matériaux entrant dans sa composition lorsqu'il est destiné à la consommation dans le pays exportateur et non recouverts ou remboursés lorsque ce produit est exporté vers la République de Bulgarie;
3. remises, rabais et quantités - un ajustement est opéré pour tenir compte des différences dans les remises et rabais accordés, y compris en raison des quantités, si ceux-ci sont correctement chiffrés et sont directement liés aux ventes considérées. Un ajustement peut aussi être opéré pour tenir compte des remises et rabais différés si la demande se fonde sur une pratique constante dans les périodes

antérieures, y compris le fait de remplir les conditions requises pour pouvoir prétendre à ces remises ou rabais;

4. niveau commercial - un ajustement est accordé pour tenir compte des différences de niveau commercial dans les cas où, par rapport à la chaîne de distribution sur chacun des deux marchés, il est établi que le prix d'exportation, y compris s'il s'agit d'un prix à l'exportation construit, se situe à un niveau commercial différent de celui de la valeur normale et que des différences constantes et distinctes relevées dans les fonctions et les prix du vendeur selon le niveau commercial sur le marché intérieur du pays exportateur démontrent que cette différence a affecté la comparabilité des prix. Le montant de l'ajustement est calculé sur la base de la valeur commerciale de la différence;

5. frais de transport, assurance, manutention et chargement et frais annexes - un ajustement est opéré pour tenir compte des différences de frais directement liés au produit considéré encourus au titre de son transport des locaux de l'exportateur à l'adresse d'un acheteur indépendant lorsque ces frais sont compris dans le prix demandé;

6. emballage - un ajustement est opéré pour tenir compte des différences de frais d'emballage directement liés au produit considéré;

7. crédit - un ajustement est opéré pour tenir compte des différences de coût de tout crédit accordé pour la vente considérée, à condition que ce facteur soit pris en considération pour la détermination du prix demandé;

8. frais après vente - un ajustement est opéré pour tenir compte des différences de frais directement liés à la fourniture des garanties, de l'assistance technique et des services prévus par la loi et/ou le contrat de vente;

9. commissions - un ajustement est opéré pour tenir compte des différences de commissions versées sur les ventes considérées;

10. conversions de monnaies - lorsque la comparaison de prix l'exige, une conversion est effectuée par application du taux de change en vigueur à la date de la vente, à condition que, lorsqu'une vente de monnaie étrangère sur les marchés à terme est directement liée à la vente à l'exportation considérée, le taux de change pratiqué pour la vente à terme soit utilisé. Normalement, la date de la vente est celle de la facture, mais la date du contrat, de la commande ou de la confirmation de la commande, peut être retenue si elle établit mieux les conditions matérielles de la vente. Les fluctuations de taux de change ne sont pas prises en considération, et les exportateurs disposent de 60 jours pour tenir compte des mouvements durables de taux de change enregistrés pendant la période couverte par l'enquête.

4) Lorsque le produit considéré n'est pas importé directement du pays d'origine, mais exporté par un autre pays à destination de la Bulgarie, le prix auquel il est vendu au départ du pays d'exportation vers la République de Bulgarie est comparé avec un prix comparable dans le pays exportateur. La comparaison peut être effectuée avec le prix dans le pays d'origine dans le cas où:

1. le produit est seulement rechargé dans le pays exportateur,
2. il n'y a pas de production d'un tel produit dans le pays exportateur, ou
3. il n'y a pas de prix comparable pour ce produit dans le pays exportateur.

Article 6. 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 5), l'existence d'une marge de dumping durant la période couverte par l'enquête est normalement établie sur la base d'une comparaison entre:

1. une valeur normale moyenne pondérée et une moyenne pondérée des prix de toutes les transactions à l'exportation vers la République de Bulgarie, ou
2. les valeurs normales et les prix à l'exportation vers la République de Bulgarie transaction par transaction,
3. une valeur normale établie sur la base d'une moyenne pondérée et les prix à l'exportation vers la République de Bulgarie de toutes les transactions prises individuellement, s'il ressort de leur configuration que les prix à l'exportation diffèrent notablement selon les acheteurs, les régions ou les périodes et s'il apparaît que les méthodes spécifiés en 1 et 2 ci-dessus ne rendraient pas pleinement compte de l'ampleur du dumping pratiqué.

2) Le paragraphe 1) est sans préjudice de l'application de l'article 36.

3) La marge de dumping correspond au montant dont la valeur normale dépasse le prix à l'exportation. En cas de marges de dumping variables, il peut être établi une marge de dumping moyenne pondérée.

Article 7. 1) Un droit compensateur peut être perçu en vue de neutraliser toute subvention accordée, directement ou indirectement, dans le pays d'origine ou d'exportation à la fabrication, à la production, à l'exportation ou au transport de tout produit dont l'importation dans la République de Bulgarie cause ou menace de causer un dommage.

2) Un produit est considéré comme subventionné s'il bénéficie d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires au sens des articles 8 et 9 du présent règlement.

3) La subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires peut avoir été accordée par:

1. le gouvernement du pays d'origine du produit importé, ou
2. le gouvernement d'un pays tiers, différent du pays d'origine et d'où le produit est exporté à destination de la République de Bulgarie, dénommé aux fins du présent règlement "le pays d'exportation".

4) Nonobstant ce qui précède, lorsqu'un produit n'est pas directement importé du pays d'origine mais exporté vers la République de Bulgarie à partir d'un pays intermédiaire, les dispositions du présent règlement sont intégralement applicables, et la ou les transactions sont, s'il y a lieu, considérées comme ayant été effectuées entre le pays d'origine et la République de Bulgarie.

Article 8. 1) Une subvention est réputée exister:

1. s'il y a une contribution financière des pouvoirs publics ou de tout organisme public du ressort territorial du pays considéré et qu'un avantage se trouve ainsi conféré, c'est-à-dire dans les cas où:

a) une pratique des pouvoirs publics comporte un transfert direct de fonds (sous forme de dons, prêts ou participations au capital social, par exemple) ou des transferts directs potentiels de fonds ou de passif (garanties de prêt, par exemple);

b) des recettes publiques normalement exigibles sont abandonnées ou ne sont pas perçues (dans le cas, par exemple, d'incitations fiscales telles que les crédits d'impôt);

c) les pouvoirs publics fournissent des biens ou des services autres qu'une infrastructure générale, ou achètent des produits;

d) les pouvoirs publics font des versements à un mécanisme de financement, ou chargent un organisme privé d'exécuter une ou plusieurs fonctions des types énumérés aux alinéas a), b) et c) qui sont normalement de leur ressort, ou lui ordonnent de le faire, la pratique suivie ne différant pas véritablement de la pratique normale des pouvoirs publics, ou

2. s'il y a une forme quelconque de soutien des revenus ou des prix au sens de l'article XVI du GATT de 1994.

2) Une subvention est réputée exister si, par suite de la pratique visée au paragraphe 1), un avantage est ainsi conféré.

Article 9. 1) Les subventions telles qu'elles ont été définies à l'article 8 ne sont assujetties à des mesures compensatoires que s'il s'agit de subventions spécifiques au sens des paragraphes 2), 3) et 4) ci-après.

2) Pour déterminer si une subvention est spécifique à une certaine entreprise ou branche de production ou à un groupe d'entreprises ou de branches de production relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention, les principes suivants sont d'application:

1. il y a subvention spécifique dans les cas où l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, limite expressément à certaines entreprises la possibilité d'en bénéficier.

2. dans les cas où l'autorité qui accorde la subvention, ou la législation en vertu de laquelle ladite autorité agit, subordonne à des critères ou conditions objectifs le droit de bénéficier de la subvention et le montant de celle-ci, il n'y a pas spécificité, à condition que le droit de bénéficier de la subvention soit automatique et que lesdits critères ou conditions soient observés strictement. Aux fins du présent règlement, l'expression "critères ou conditions objectifs" s'entend de critères ou conditions neutres, qui ne favorisent pas certaines entreprises par rapport à d'autres et qui sont de caractère économique et d'application horizontale, par exemple nombre de salariés ou taille de l'entreprise. Les critères ou conditions doivent être clairement énoncés dans la législation, la réglementation ou autre document officiel, de manière à pouvoir être vérifiés.

3. Si, nonobstant toute apparence de non-spécificité résultant de l'application des principes énoncés aux alinéas 1 et 2, il y a des raisons de croire que la subvention peut en fait être spécifique, d'autres facteurs peuvent être pris en considération. Ces facteurs sont les suivants:

a) utilisation d'un programme de subventions par certaines entreprises en nombre limité;

b) utilisation dominante d'une subvention par certaines entreprises;

- c) octroi à certaines entreprises de montants de subvention disproportionnés, et
- d) manière dont l'autorité qui accorde la subvention a exercé un pouvoir discrétionnaire dans la décision d'accorder une subvention.

4. Dans l'application des dispositions du paragraphe 2).3, il est tenu compte de l'importance de la diversification des activités économiques dans le ressort de l'autorité qui accorde la subvention, ainsi que de la période pendant laquelle le programme de subventions a été appliqué.

3) Une subvention qui est limitée à certaines entreprises situées à l'intérieur d'une région géographique déterminée relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde cette subvention est spécifique. La fixation ou la modification de taux d'imposition d'application générale par les autorités publiques de tous niveaux qui sont habilitées à agir ainsi n'est pas réputée être une subvention spécifique.

4) Indépendamment des dispositions des paragraphes 2) et 3), sont réputées spécifiques les subventions suivantes:

1. les subventions subordonnées, en droit ou en fait, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'annexe 1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et celles qui, sans avoir été juridiquement subordonnées aux résultats à l'exportation, sont en fait liées aux exportations ou aux recettes d'exportation effectives ou prévues;

2. les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

5) Toute détermination de spécificité est clairement étayée par des éléments de preuve positifs.

Article 10. 1) Les subventions ci-après ne donnent pas lieu à des mesures compensatoires:

- 1. les subventions qui ne sont pas spécifiques au sens des paragraphes 2) et 3) de l'article 9;
- 2. les subventions qui sont spécifiques au sens des paragraphes 2) et 3) de l'article 9 mais qui remplissent les conditions énoncées aux paragraphes 2), 3) et 4) ci-après;
- 3. l'élément de subvention, que comprendrait l'une quelconque des mesures énumérées à l'annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture.

2) Les subventions à des activités de recherche menées par des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche ayant passé des contrats avec des entreprises ne donnent pas lieu à des mesures compensatoires si elles couvrent au maximum 75 pour cent des coûts de la recherche industrielle ou 50 pour cent des coûts de l'activité de développement préconcurrentielle, et à condition qu'elles se limitent exclusivement aux éléments suivants:

- 1. dépenses de personnel (chercheurs, techniciens et autres personnels d'appui employés exclusivement pour l'activité de recherche);
- 2. coût des instruments, du matériel et des terrains et locaux utilisés exclusivement et de manière permanente (sauf en cas de cession sur une base commerciale) pour l'activité de recherche;

3. coût des services de consultants et des services équivalents utilisés exclusivement pour l'activité de recherche, y compris la recherche, les connaissances techniques, les brevets, etc., achetés auprès de sources extérieures;

4. frais généraux additionnels supportés directement du fait de l'activité de recherche;

5. autres frais d'exploitation (coût des matériaux, fournitures et produits similaires par exemple) supportés directement du fait de l'activité de recherche.

3) Les subventions accordées aux régions défavorisées sur le territoire du pays d'origine et/ou du pays d'exportation au titre d'un cadre général de développement régional et qui auraient un caractère non spécifique si les critères énoncés aux paragraphes 2) et 3) de l'article 9 étaient appliqués à chacune des régions concernées y ayant droit, ne donnent pas lieu à des mesures compensatoires, sous réserve des conditions suivantes:

1. chaque région défavorisée est une zone géographique précise d'un seul tenant ayant une identité économique et administrative définissable;

2. la région est considérée comme défavorisée sur la base de critères neutres et objectifs indiquant que ses difficultés sont imputables à des circonstances qui ne sont pas uniquement passagères; ces critères doivent être clairement énoncés dans une loi, réglementation ou autre document officiel de manière à pouvoir être vérifiés;

3. les critères comprennent une mesure du développement économique qui est fondée sur l'un au moins des facteurs suivants:

a) le revenu par habitant ou le PIB par habitant, qui ne doit pas dépasser 85 pour cent de la moyenne pour le territoire du pays d'origine ou d'exportation considéré,

b) le taux de chômage, qui doit atteindre au moins 110 pour cent de la moyenne pour le territoire du pays d'origine ou d'exportation considéré.

4) Les subventions destinées à promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales imposées par la législation et/ou la réglementation qui se traduisent pour les entreprises par des contraintes plus importantes et une charge financière plus lourde ne donnent pas lieu à des mesures compensatoires, à condition que la subvention:

1. soit une mesure ponctuelle, non récurrente; et

2. soit limitée à 20 pour cent du coût de l'adaptation; et

3. ne couvre pas le coût du remplacement et de l'exploitation de l'investissement subventionné, qui doit être intégralement à la charge des entreprises; et

4. soit directement liée et proportionnée à la réduction des nuisances et de la pollution prévue par l'entreprise et ne couvre pas une économie qui pourrait être réalisée sur les coûts de fabrication; et

5. soit offerte à toutes les entreprises qui peuvent adopter le nouveau matériel et/ou les nouveaux procédés de production.

Article 11. 1) Aux fins du présent règlement, le montant des subventions donnant lieu à des mesures compensatoires est calculé en termes d'avantage conféré au bénéficiaire dont l'existence est constatée durant la période de subventionnement couverte par l'enquête. Cette période est normalement l'exercice le plus récent du bénéficiaire, mais peut être toute autre période, d'au moins six mois, antérieure à l'ouverture de l'enquête pour laquelle des données pertinentes fiables, financières et autres, sont disponibles.

2) L'avantage conféré au bénéficiaire est calculé suivant les règles ci-après:

1. Une prise de participation des pouvoirs publics au capital social d'une entreprise n'est pas considérée comme conférant un avantage, à moins que l'investissement ne puisse être jugé incompatible avec la pratique habituelle des investisseurs privés en matière d'investissement (y compris la fourniture de capital-risque) sur le territoire du pays d'origine et/ou du pays d'exportation.

2. Un prêt des pouvoirs publics n'est pas considéré comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire du prêt paie sur le prêt des pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable qu'elle pourrait effectivement obtenir sur le marché. Dans ce cas, l'avantage correspond à la différence entre les deux montants.

3. Une garantie de prêt accordée par les pouvoirs publics n'est pas considérée comme conférant un avantage, à moins qu'il n'y ait une différence entre le montant que l'entreprise bénéficiaire de la garantie paie sur le prêt garanti par les pouvoirs publics et celui qu'elle paierait sur un prêt commercial comparable en l'absence de garantie des pouvoirs publics. Dans ce cas, l'avantage correspond à la différence entre ces deux montants, ajustée pour tenir compte des différences de commissions.

4. La fourniture de biens ou de services ou l'achat de biens par les pouvoirs publics n'est pas considérée comme conférant un avantage, à moins que la fourniture ne s'effectue moyennant une rémunération moins qu'adéquante ou que l'achat ne s'effectue moyennant une rémunération plus qu'adéquante. L'adéquation de la rémunération est déterminée par rapport aux conditions du marché existantes pour le produit ou service en question dans le pays de fourniture ou d'achat (y compris le prix, la qualité, la disponibilité, la qualité marchande, le transport et autres conditions d'achat ou de vente).

3) Le montant de la subvention est déterminé suivant les dispositions ci-après:

1. le montant de la subvention donnant lieu à une mesure compensatoire est déterminé par unité du produit subventionné exporté vers la République de Bulgarie.

2. Dans le calcul du montant d'une subvention, les éléments ci-après peuvent pourront être déduits de la subvention totale:

a) tous frais de dossier ou autres nécessairement supportés pour pouvoir demander ou pour obtenir la subvention;

b) les taxes, droits ou autres impositions perçus à l'exportation du produits vers la République de Bulgarie qui ont expressément pour objet de neutraliser la subvention.

3. Lorsque la subvention n'est pas accordée en fonction des quantités fabriquées, produites, exportées ou transportées, le montant donnant lieu à une mesure compensatoire est calculé en divisant

la valeur de la subvention par le niveau, de la production, des ventes ou des exportations, selon le cas, des produits considérés durant la période de subventionnement couverte par l'enquête.

4. Lorsque la subvention peut être rattachée à l'acquisition dans l'immédiat ou dans l'avenir d'actifs fixes, le montant donnant lieu à une mesure compensatoire est calculé en étalant la subvention sur une période correspondant au délai d'amortissement normal de tels actifs dans la branche de production concernée. Le montant ainsi calculé qui est imputable à la période couverte par l'enquête, y compris celui qui correspond aux actifs fixes acquis antérieurement à cette période, est réparti ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3).3 ci-dessus. Lorsqu'il s'agit d'actifs non susceptibles d'amortissement, la subvention est évaluée comme un prêt sans intérêt et traitée conformément aux dispositions du paragraphe 2).2.

5. Lorsqu'une subvention ne peut pas être rattachée à l'acquisition d'actifs fixes, le montant de l'avantage retiré durant la période couverte par l'enquête est en principe imputé à cette période et réparti ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 3).3, à moins que des circonstances spéciales n'en justifient l'imputation à une période différente.

Article 12. 1) Dans le cadre du présent règlement, le terme "dommage" causé par des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées s'entend:

1. d'un dommage important causé à une branche de production bulgare;
2. d'une menace de dommage important pour une branche de production bulgare;
3. d'un retard important dans la création d'une branche de production bulgare.

2) La détermination de l'existence d'un dommage se fonde sur des éléments de preuve positifs et comporte un examen objectif des facteurs suivants:

1. volume des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées et effet de ces importations sur les prix des produits similaires sur le marché bulgare; et
2. incidence de ces importations sur la branche de production bulgare.

Article 13. 1) En ce qui concerne les facteurs visés à l'article 12.2).2, les autorités examinent:

1. s'il y a eu augmentation notable des importations faisant l'objet d'un dumping, soit en quantité absolue, soit par rapport à la production ou à la consommation dans la République de Bulgarie;

2. s'il y a eu, dans les importations faisant l'objet d'un dumping, sous-cotation notable du prix par rapport au prix d'un produit similaire dans la République de Bulgarie, ou si ces importations ont, d'une autre manière, pour effet de déprimer les prix dans une mesure notable ou d'empêcher dans une mesure notable une hausse de prix qui, sans cela, se serait produite.

2) Un seul ni même plusieurs des facteurs visés au paragraphe 1) ne constituent pas nécessairement une base de jugement déterminante.

3) Dans les cas où les importations d'un produit en provenance de plus d'un pays font simultanément l'objet d'enquêtes antidumping ou d'enquêtes en matière de droits compensateurs, les effets de ces importations ne sont évalués cumulativement que s'il est déterminé:

1. que la marge de dumping ou le montant du subventionnement, selon le cas, établi en relation avec les importations en provenance de chaque pays est supérieur au niveau *de minimis* au sens du paragraphe 1).2 e) de l'article 30 et que le volume des importations en provenance de chaque pays n'est pas négligeable, et

2. qu'une évaluation cumulative des effets de ces importations est appropriée à la lumière des conditions de concurrence entre les produits importés et les produits bulgares similaires.

4) L'examen de l'incidence des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées sur la branche de production bulgare concernée comporte une évaluation de tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influent sur la situation de cette branche, notamment les suivants:

1. le fait qu'une branche de production ne s'est pas encore entièrement relevée des effets du subventionnement ou du dumping antérieur;

2. l'importance du montant des subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires;

3. la diminution effective et potentielle des ventes, des bénéfices, de la production, de la part de marché, de la productivité, du rendement de l'investissement ou de l'utilisation des capacités;

4. les facteurs qui influent sur les prix intérieurs;

5. les effets négatifs, effectifs et potentiels, sur les flux de liquidités, les stocks, l'emploi, les salaires, la croissance, la capacité de se procurer des capitaux ou l'investissement.

5) Un seul ni même plusieurs des facteurs visés au paragraphe 4) ne constituent pas nécessairement une base de jugement déterminante.

Article 14. 1) Il doit être démontré, à partir de tous les éléments de preuve pertinents présentés en application de l'article 12.2), que les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées causent un dommage au sens du présent règlement. Plus précisément, il sera à cet effet démontré que les volumes et/ou les niveaux de prix déterminés en application des paragraphes 1) et 4) de l'article 13 sont à l'origine d'une incidence sur la branche de production bulgare et que cette incidence revêt des proportions permettant de la considérer comme importante.

2) Il est aussi procédé à un examen des facteurs connus autres que les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées qui, au même moment, causent un dommage à la branche de production bulgare, afin que le dommage causé par ces autres facteurs ne soit pas imputé aux importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées. Ces facteurs sont les suivants: volume et prix des importations non vendues à des prix de dumping, contraction de la demande ou modification de la structure de la consommation, pratiques commerciales restrictives des producteurs étrangers et bulgares et concurrence entre ces mêmes producteurs, évolution de la technologie, ainsi que résultats à l'exportation et productivité de la branche de production bulgare.

3) L'effet des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées est évalué par rapport à la production de la branche de production bulgare du produit similaire lorsque les données disponibles permettent d'identifier cette production séparément sur la base de critères tels que le procédé de production, les ventes des producteurs et les bénéfices.

4) S'il n'est pas possible d'identifier séparément cette production conformément aux dispositions du paragraphe 3), les effets des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées sont évalués par examen de la production du groupe ou de la gamme de produits le plus étroit, comprenant le produit similaire, pour lequel les renseignements nécessaires peuvent être fournis.

Article 15. 1) La détermination concluant à une menace de dommage important se fonde sur des faits, et non pas seulement sur des allégations, des conjectures ou de lointaines possibilités. Le changement de circonstances qui créerait une situation où la subvention causerait un dommage doit être nettement prévu et imminent.

2) Pour déterminer s'il y a menace de dommage important, il convient de prendre en considération, entre autres, des facteurs tels que les suivants:

1. taux d'accroissement notable des importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées sur le marché intérieur, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des importations;

2. capacités suffisantes et librement disponibles de l'exportateur, ou augmentation imminente et substantielle de ses capacités, qui dénote la probabilité d'une augmentation substantielle des importations subventionnées dans la République de Bulgarie, compte tenu de l'existence d'autres marchés d'exportation pouvant absorber des exportations additionnelles;

3. importations entrant à des prix qui auraient pour effet de déprimer les prix intérieurs dans une mesure notable, ou d'empêcher dans une mesure notable des hausses de ces prix qui, sans cela, se seraient produites, et aussi probablement, d'accroître la demande de nouvelles importations; et

4. stocks du produit faisant l'objet de l'enquête.

3) Pour déterminer s'il y a menace de dommage important, il convient d'examiner aussi la nature de la ou des subventions en question et les effets qu'elles auront probablement sur le commerce.

4) Un seul des facteurs visés aux paragraphes 2) et 3) ne constituera pas nécessairement une base de jugement déterminante, mais la totalité des facteurs considérés doit amener à conclure que d'autres exportations subventionnées sont imminentes et qu'un dommage important se produirait si des mesures de protection n'étaient pas prises.

Article 16. 1) Aux fins du présent règlement, le terme "production bulgare" s'entend:

1. de l'ensemble des producteurs bulgares de produits similaires, ou
2. de ceux d'entre eux dont les productions additionnées constituent une proportion majeure, au sens du paragraphe 2) de l'article 18, de la production nationale totale de ces produits.

2) Les dispositions du paragraphe 1) ne s'appliquent pas dans les cas suivants:

1. lorsque des producteurs sont liés aux exportateurs, ou sont eux-mêmes importateurs du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping ou d'une subvention, le terme "production bulgare" s'entend du reste des producteurs;

2. dans des circonstances exceptionnelles, le territoire de la République de Bulgarie peut, en ce qui concerne la production en question, être divisé en deux marchés compétitifs ou plus, et les producteurs à l'intérieur de chaque marché peuvent être considérés comme constituant une branche de production distincte si:

a) les producteurs à l'intérieur d'un tel marché vendent la totalité ou la quasi-totalité de leur production du produit en question sur ce marché, et

b) la demande sur ce marché n'est pas satisfaite dans une mesure substantielle par les producteurs du produit en question situés dans d'autres parties du territoire de la République de Bulgarie.

3) Dans les cas visés au paragraphe 2).2, il peut être constaté qu'il y a dommage même si une proportion majeure de la production bulgare totale, à condition qu'il y ait une concentration d'importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées sur un marché ainsi isolé et qu'en outre les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées causent un dommage aux producteurs de la totalité ou de la quasi-totalité de la production à l'intérieur de ce marché.

4) Aux fins du paragraphe 2).1 du présent article, un producteur n'est réputé lié à un exportateur ou à un importateur que:

1. si l'un d'eux, directement ou indirectement, contrôle l'autre, ou
2. si tous deux, directement ou indirectement, sont contrôlés par un tiers, ou
3. si, ensemble, directement ou indirectement, ils contrôlent un tiers,

à condition qu'il y ait des raisons de croire ou de soupçonner que l'effet de la relation est tel que le producteur concerné se comporte différemment des producteurs non liés.

5) Aux fins du paragraphe 4), l'un est réputé contrôler l'autre lorsqu'il est, en droit ou en fait, en mesure d'exercer sur celui-ci un pouvoir de contrainte ou d'orientation.

6) Lorsque la "production bulgare" a été interprétée comme désignant les producteurs d'une certaine région, les exportateurs se voient ménager la possibilité d'offrir des engagements en application des dispositions de l'article 29 en ce qui concerne la région en question. Lorsqu'en pareil cas des mesures sont prises dans l'intérêt de la production bulgare, il est particulièrement tenu compte de l'intérêt de cette région. A défaut d'un engagement adéquat offert dans les meilleurs délais, ou dans la situation visée à l'article 29.9), un droit compensateur provisoire ou définitif peut être imposé à certains producteurs ou exportateurs en nombre limité.

7) Les dispositions des paragraphes 3) et 4) de l'article 14 sont applicables au présent article.

8) L'intérêt de la branche de production bulgare est déterminé compte tenu:

1. de l'intérêt de l'ensemble des producteurs, négociants et consommateurs bulgares;
2. de la nécessité d'éliminer l'effet négatif du dumping et des subventions sur le commerce, ainsi que de celle de restaurer les conditions de concurrence.

9) Des mesures antidumping ou compensatoires sont appliquées lorsqu'il y va de l'intérêt de la "branche de production bulgare".

Article 17.1) Une enquête visant à déterminer l'existence, le degré et l'effet de tout dumping ou subvention allégué est ouverte sur demande présentée par écrit par toute personne physique ou morale, ou toute association non dotée de la personnalité morale, agissant au nom d'une branche de production bulgare, sauf dans les cas visés par les dispositions du paragraphe 2) de l'article 18.

2) La plainte visée au paragraphe 1) ci-dessus est déposée auprès du Ministre du commerce et contient des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement ainsi que du dommage qui en résulte.

3) La plainte contient les renseignements qui sont en la possession du plaignant sur les points suivants:

1. l'identité et l'adresse du plaignant;
2. une description complète du volume et de la valeur de la production nationale du produit similaire par le plaignant;
3. lorsqu'une demande est présentée par écrit au nom de la branche de production nationale, ladite demande précise la branche de production au nom de laquelle elle est présentée en donnant une liste de tous les producteurs nationaux connus du produit similaire (ou des associations de producteurs nationaux du produit similaire) et, dans la mesure du possible, une description du volume et de la valeur de la production nationale du produit similaire que représentent ces producteurs;
4. une description complète du produit dont il est allégué qu'il fait l'objet d'un dumping ou d'une subvention, les noms du ou des pays d'origine ou d'exportation en question, l'identité de chaque exportateur ou producteur étranger connu et une liste des personnes connues pour importer le produit en question;
5. des renseignements sur l'évolution du volume des importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping ou d'une subvention, l'effet de ces importations sur les prix du produit similaire sur le marché intérieur et l'incidence de ces importations sur la branche de production nationale, démontrés par des facteurs et indices pertinents qui influent sur la situation de cette branche, tels que ceux qui sont énumérés aux paragraphes 1), 2), 4) et 5) de l'article 13.

4) Dans les cas où est allégué un dumping, la plainte contient aussi:

1. des renseignements sur les prix auxquels le produit en question est vendu pour être mis à la consommation sur le marché intérieur du ou des pays d'origine ou d'exportation, ou
2. des renseignements sur les prix auxquels le produit est vendu à partir du ou des pays d'origine ou d'exportation à un ou plusieurs pays tiers, ou sur la valeur construite du produit, et
3. des renseignements sur les prix à l'exportation ou, le cas échéant, sur les prix auxquels le produit est revendu pour la première fois à un acheteur indépendant sur le territoire de la République de Bulgarie.

5) Dans les cas où est alléguée une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, la plainte visée au paragraphe 1) contient aussi des éléments de preuve concernant l'existence, le montant et la nature de la subvention en question.

6) Une enquête peut être ouverte s'il y a des éléments de preuve suffisants pour la justifier et après examen de leur exactitude et de leur adéquation.

Article 18. 1) Une enquête n'est ouverte que s'il a été déterminé, après examen du degré de soutien ou d'opposition à la plainte exprimé par les producteurs bulgares du produit similaire, que cette plainte a été déposée par la branche de production bulgare ou en son nom.

2) Il est considéré que la plainte a été présentée par la branche de production bulgare ou en son nom si elle est soutenue par les producteurs bulgares dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production bulgare exprimant son soutien ou son opposition à la plainte.

3) Il n'est pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs bulgares soutenant expressément la plainte représentent moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production bulgare.

Article 19.1) Une enquête peut être ouverte aux fins suivantes:

1. en vue de déterminer si les subventions alléguées sont ou non spécifiques au sens des paragraphes 1), 2) et 3) de l'article 9;

2. en ce qui concerne les subventions qui, en vertu des paragraphes 2), 3) et 4) de l'article 10, ne donnent pas lieu à des mesures compensatoires, en vue de déterminer si les conditions énoncées dans ces paragraphes ont été ou non remplies;

3. en ce qui concerne les mesures du type de celles qui sont énumérées à l'annexe 2 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, pour autant qu'elles contiennent un élément de subvention au sens de l'article 8, en vue de déterminer si les mesures en question sont pleinement conformes aux dispositions de l'annexe 2.

2) Si une subvention est accordée en application d'un programme de subventions qui a été notifié avant sa mise en œuvre au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC, conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Accord sur les subventions, et au sujet duquel le Comité n'est pas parvenu à déterminer que les conditions pertinentes énoncées à l'article 8 dudit accord n'ont pas été respectées, il n'est pas ouvert d'enquête.

3) Le paragraphe 2) n'est pas applicable lorsqu'une violation de l'article 8 de l'Accord sur les subventions a été établie par l'Organe de règlement des différends de l'OMC, ou par voie d'arbitrage ainsi qu'il est prévu à l'article 8.5 dudit accord.

Article 20.1) Tant qu'une décision d'ouvrir une enquête n'a pas été prise, les autorités évitent de rendre publique la plainte demandant l'ouverture d'une enquête. Toutefois, dès que possible après réception d'une plainte correctement documentée, et en tout état de cause avant l'ouverture d'une enquête, il en est donné notification:

1. s'agissant d'importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping, au gouvernement du pays d'exportation;

2. s'agissant d'importations dont il est allégué qu'elles sont subventionnées, au gouvernement du pays d'origine et/ou du pays d'exportation, et ce ou ces gouvernements sont invités à des consultations ayant pour but de clarifier la situation et d'arriver à une solution mutuellement convenue.

2) Si, dans des circonstances spéciales, il est décidé d'ouvrir une enquête sans qu'une demande ait été présentée par écrit à cette fin, cette décision est prise sur la base d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping ou d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, d'un dommage et d'un lien de causalité, comme il est indiqué aux paragraphes 2) et 3) de l'article 17, pour justifier l'ouverture de l'enquête.

3) Les éléments de preuve relatifs au dumping ou à la subvention et au dommage sont examinés simultanément pour décider si une enquête sera ouverte ou non.

Article 21.1) Si la plainte ne satisfait pas aux conditions prescrites par les dispositions des paragraphes 2), 3) et 4) de l'article 17, son auteur en est avisé pour redresser les irrégularités dans un délai de 30 jours, faute de quoi elle n'est pas examinée et lui est retournée.

2) Une plainte est rejetée lorsque les éléments de preuve de l'existence soit d'un dumping ou d'une subvention, soit d'un dommage, ne sont pas suffisants pour justifier l'engagement d'une procédure, et le plaignant en est informé dans les 45 jours suivant la date du dépôt de la plainte.

3) Il n'est pas engagé de procédure à l'encontre des pays d'où proviennent les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées si celles-ci sont considérées comme négligeables du fait qu'elles représentent moins de 3 pour cent des importations totales du produit similaire dans la République de Bulgarie, à moins que les pays qui, individuellement, contribuent pour moins de 3 pour cent aux importations totales du produit similaire dans la République de Bulgarie n'y contribuent collectivement pour plus de 7 pour cent.

4) La plainte peut être retirée avant l'ouverture de l'enquête, auquel cas elle est considérée comme n'ayant pas été déposée.

Article 22.1) La procédure d'enquête sur les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées, ci-après dénommée "l'enquête", est engagée par décision du Conseil des ministres prise sur la proposition du Ministre du commerce dans les 45 jours suivant la date du dépôt de la plainte.

2) Cette décision est publiée au Journal officiel sous la forme d'un avis:

1. notifiant l'engagement de la procédure;

2. précisant le produit et le pays concernés;

3. donnant un résumé des renseignements communiqués et indiquant que les renseignements concernant la procédure doivent être adressés au Ministère du commerce et de la coopération économique extérieure;

4. fixant les délais ménagés aux parties intéressées pour faire savoir qu'elles participeront à la procédure et présenter par écrit tous les renseignements et observations à prendre en considération dans l'enquête en question;

5. fixant les délais ménagés aux parties intéressées pour faire connaître leurs vues conformément aux dispositions du paragraphe 5 de l'article 25.

3) Après la publication de l'avis prévu au paragraphe 2), et compte dûment tenu de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, le texte intégral de la plainte visée à l'article 17.1) est communiqué aux exportateurs et organismes connus du pays d'exportation et/ou d'origine, ainsi qu'aux parties intéressées qui en font expressément la demande.

4) Une enquête en matière de dumping ou de droits compensateurs n'entrave pas les procédures de dédouanement du produit considéré.

Article 23.1) Pour la conduite de l'enquête, le Ministère du commerce, sur la proposition des ministres et des directeurs des services ou organismes administratifs, constitue une commission chargée de la détermination de l'existence d'un dumping ou d'un subventionnement, ci-après dénommée "la Commission".

2) La Commission:

1. recherche les éléments de preuve et renseignements qu'elle juge nécessaires à la conduite de l'enquête;

2. examine et vérifie les données fournies par les parties intéressées;

3. au besoin, procède à des enquêtes et inspections, y compris celles qui sont prévues au paragraphe 8) de l'article 25);

4. inspecte les registres tenus par les importateurs, les exportateurs, les négociants, les agents, les producteurs et les organisations et groupements professionnels;

5. vérifie l'exactitude des renseignements concernant le dumping ou les subventions et le dommage qui en résulte.

3) Les décisions de la Commission prévoyant l'imposition de droits provisoires ou définitifs ou l'acceptation de garanties au titre de l'article 29 ou écartant l'engagement de la procédure visée à l'article 30 sont confirmées par arrêté du Ministre du commerce.

4) Des représentants des ministères et organismes intéressés assistent la Commission dans l'exercice des fonctions énoncées au paragraphe 2) ci-dessus.

Article 24.1) Le dumping ou le subventionnement et le dommage qui en résulte sont simultanément soumis à l'enquête.

2) Pour que le résultat de l'enquête soit représentatif, la période couverte par l'enquête est fixée comme suit:

1. dans les cas de dumping, elle ne peut pas être inférieure à une période de six mois antérieure à l'engagement de la procédure;

2. dans les cas de subventionnement, elle correspond à la période prévue à l'article 11.1).

3) Il n'est tenu compte d'aucun renseignement portant sur la période postérieure à celle qui est couverte par l'enquête.

4) Le Conseil des ministres peut imposer un régime spécial de licences automatiques pour la conduite de la procédure d'enquête sur les importations dont il est allégué qu'elles font l'objet d'un dumping ou sont subventionnées.

Article 25.1) Les parties intéressées sont avisées des renseignements que les autorités exigent et se voient ménager d'amples possibilités de présenter par écrit tous les éléments de preuve qu'elles jugent pertinents pour les besoins de l'enquête en question.

2) Un délai d'au moins 30 jours est ménagé aux exportateurs ou aux producteurs étrangers, ou, s'agissant d'importations subventionnées, à la partie intéressée ou au pays intéressé, pour répondre aux questionnaires utilisés dans les enquêtes. En règle générale, le délai imparti aux exportateurs court à compter de la date de réception du questionnaire qui, à cette fin, est réputé avoir été reçu au bout d'une semaine à compter de la date à laquelle il a été envoyé à l'intéressé ou transmis au représentant diplomatique approprié du pays d'exportation ou du pays d'origine. Toute demande de prorogation du délai de 30 jours devrait être dûment prise en considération et, sur exposé des raisons, cette prorogation devrait être accordée chaque fois que cela est réalisable.

3) Sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels, les éléments de preuve présentés par écrit par une partie intéressée sont mis dans les moindres délais à la disposition des pays intéressés ou des autres parties intéressées participant à l'enquête.

4) Les parties intéressées qui se sont fait connaître conformément aux dispositions de l'article 22.2).4 se voient ménager, sur demande, la possibilité de rencontrer les parties ayant des intérêts contraires, afin que des thèses opposées et des réfutations puissent être présentées. Aucune partie n'est tenue d'assister à une rencontre, et l'absence d'une partie n'est pas préjudiciable à sa cause. Les renseignements présentés oralement en application du présent paragraphe sont pris en considération dans la mesure où ils sont ultérieurement confirmés par écrit.

5) Les parties intéressées qui se sont fait connaître conformément aux dispositions de l'article 22.2).4) sont entendues si, dans le délai prescrit dans l'avis, elles ont présenté par écrit une demande d'audition (en exposant leur qualité de partie intéressée susceptible d'être affectée par le résultat de la procédure et les raisons particulières pour lesquelles elles devraient être entendues).

6) Les parties intéressées peuvent, sur demande, consulter tous les renseignements communiqués par toute partie à une enquête, autres que ses documents internes, qui sont pertinents pour la présentation de leur dossier, ne sont pas confidentiels et sont utilisés dans l'enquête. Lesdites parties peuvent répondre à ces renseignements, et leurs observations sont prises en considération lorsqu'elles en ont suffisamment démontré le bien-fondé dans leur réponse.

7) Sauf dans les circonstances visées aux paragraphes 9) et 10), les renseignements communiqués par les parties intéressées sur lesquels sont fondées les constatations sont autant que possible examinés pour vérification de leur exactitude.

8) Les autorités chargées de l'enquête peuvent procéder à tous les contrôles et inspections nécessaires sur le territoire d'un pays tiers, à condition que les parties concernées y consentent et que le gouvernement du pays en question en ait été avisé officiellement et ne s'y oppose pas.

9) Dans les cas où une partie intéressée concernée refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas dans un délai raisonnable, ou entrave le déroulement de l'enquête de façon notable, des déterminations préliminaires et finales, positives ou négatives, peuvent être établies sur la base des données de fait disponibles. Lorsqu'il est constaté que

des renseignements communiqués par une partie intéressée sont faux ou fallacieux, il n'en est pas tenu compte, et il peut être fait appel aux données de fait disponibles.

10) Il convient que les parties intéressées soient averties des conséquences auxquelles elles s'exposent en ne coopérant pas. Si une partie intéressée ne coopère pas, ou ne coopère que partiellement, et que des renseignements pertinents se trouvent ainsi dissimulés, le résultat pourra être moins favorable pour elle que si elle avait coopéré.

11) Si des déterminations, notamment en ce qui concerne le montant de la valeur normale ou la valeur de la subvention sont établies suivant les dispositions des paragraphes 9) et 10) ci-dessus, y compris sur la base des renseignements communiqués dans la plainte, il convient, dans la mesure où c'est réalisable et compte dûment tenu des délais de l'enquête, de procéder à des contrôles à l'aide des renseignements éventuellement disponibles provenant d'autres sources indépendantes, telles que tarifs publiés, statistiques officielles d'importation et statistiques douanières, ou des renseignements obtenus auprès d'autres parties intéressées dans le cours de l'enquête.

12) Avant qu'une détermination finale ne soit établie, les autorités informent toutes les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituent le fondement de la décision d'appliquer ou non des mesures provisoires ou définitives, ou de la clôture de l'enquête.

13) La décision finale est portée par écrit à la connaissance des parties intéressées au plus tard un mois avant la date de la détermination du droit ou la clôture de l'enquête sans imposition d'un droit.

Article 26. 1) Aux fins du présent règlement, les "parties intéressées" sont:

1. un exportateur ou producteur étranger ou l'importateur d'un produit faisant l'objet d'une enquête ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont une majorité de membres produisent, exportent ou importent ce produit; et

2. un producteur bulgare du produit similaire ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont une majorité de membres produisent le produit similaire en Bulgarie.

2) Dans les enquêtes antidumping, le gouvernement du pays exportateur peut être une partie intéressée.

Article 27. 1) Dans le cadre des procédures engagées en application des dispositions du paragraphe 1) de l'article 22, les enquêtes sont terminées dans un délai de un an.

2) Lorsque les circonstances l'exigent, le Conseil des ministres peut porter le délai visé au paragraphe 1) à un maximum de 18 mois.

Article 28. 1) Des mesures antidumping ou compensatoires provisoires peuvent être appliquées si:

1. une procédure a été engagée conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'article 22;

2. un avis a été rendu public en application du paragraphe 2) de l'article 22;

3. les parties intéressées se sont vu ménager des possibilités adéquates de donner des renseignements et de formuler des observations;

4. il a été établi par une détermination préliminaire positive que le produit importé bénéficie de subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou fait l'objet d'un dumping et qu'il en résulte un dommage pour la branche de production bulgare;

5. les autorités concernées jugent de telles mesures nécessaires pour empêcher qu'un dommage ne soit causé pendant la durée de l'enquête.

2) Les droits antidumping et les droits compensateurs sont imposés par décision du Conseil des ministres prise sur la proposition du Ministre du commerce et de la coopération économique extérieure.

3) Les mesures provisoires peuvent prendre la forme d'un droit provisoire ou d'une garantie - dépôt en espèces ou cautionnement. Le montant du droit provisoire ne dépasse pas, selon le cas:

1. le montant total de la marge de dumping provisoirement estimée, et il peut être inférieur à ce montant si c'est là une mesure provisoire suffisante pour faire disparaître le dommage causé à la branche de production bulgare;

2. le montant provisoirement calculé de la subvention assujettie à un droit compensateur, s'il est suffisant pour faire disparaître le dommage causé à la branche de production bulgare.

4) L'importation du produit assujetti à un droit antidumping ou compensateur provisoire en Bulgarie est subordonnée à la fourniture d'une forme ou une autre de garantie.

5) Il n'est pas appliqué de mesures provisoires avant 60 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête.

6) L'application des mesures provisoires est limitée à une période aussi courte que possible, qui n'excède pas quatre mois ou, sur décision des autorités concernées, prise à la demande d'exportateurs contribuant pour un pourcentage notable aux échanges en cause, à une période qui n'excède pas six mois. Lorsque les autorités, au cours d'une enquête, examinent si un droit moindre que la marge de dumping suffirait à faire disparaître le dommage, ces périodes peuvent être de six et neuf mois respectivement.

7) Les droits compensateurs provisoires sont appliqués pour une période qui n'excède pas quatre mois.

Article 29. 1) Une enquête peut être close sans imposition de droits provisoires ou définitifs lorsque la Commission accepte des engagements satisfaisants, pris volontairement, en vertu desquels:

1. s'agissant d'importations faisant l'objet d'un dumping, l'exportateur s'engage à réviser ses prix ou à ne plus exporter vers la zone en question à des prix de dumping, de telle sorte que l'effet dommageable du dumping soit supprimé;

2. s'agissant d'importations subventionnées:

a) les pouvoirs publics du pays d'origine et/ou du pays d'exportation conviennent d'éliminer ou de limiter la subvention, ou de prendre d'autres mesures en ce qui concerne ses effets, ou

b) l'exportateur convient de réviser ses prix de façon que la Commission soit convaincue que l'effet dommageable de la subvention est éliminé.

2) Les augmentations de prix visées au paragraphe 1).1 et au paragraphe 1).2 b) ne sont pas plus fortes qu'il n'est nécessaire pour compenser le montant de la marge de dumping ou de la subvention donnant lieu à une mesure compensatoire, selon le cas, et devraient être moindres que ce montant si elles suffisaient ainsi à faire disparaître le dommage causé à la branche de production bulgare.

3) Des engagements peuvent être suggérés par la Commission, mais aucun gouvernement ni exportateur n'est contraint d'y souscrire. Toutefois, la Commission peut considérer que la matérialisation d'une menace de dommage est plus probable si les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées se poursuivent.

4) Des engagements ne sont demandés aux gouvernements ou aux exportateurs ou acceptés de leur part que s'il a été établi une détermination préliminaire positive de l'existence d'un subventionnement ou d'un dumping et d'un dommage causé par l'un ou l'autre, selon le cas.

5) Les engagements offerts ne sont pas nécessairement acceptés si leur acceptation est jugée irréaliste, par exemple si le nombre des exportateurs effectifs ou potentiels est trop élevé, ou pour d'autres raisons, y compris des raisons de politique générale.

6) Dans les cas visés au paragraphe 5), les exportateurs sont informés du refus.

7) Nonobstant l'acceptation d'un engagement, l'enquête sur le subventionnement ou le dumping et le dommage ainsi causé est prolongée à la demande des exportateurs par décision de la Commission. En pareils cas:

1. s'il y a détermination négative de l'existence d'un subventionnement, d'un dumping ou d'un dommage, l'engagement devient automatiquement caduc, sauf si une telle détermination est due en grande partie à l'existence d'un engagement, auquel cas la Commission peut demander que l'engagement soit maintenu pendant une période raisonnable;

2. s'il y a détermination positive, l'engagement est maintenu conformément à ses modalités et aux dispositions du présent règlement.

8) La Commission demande à tout exportateur dont elle a accepté un engagement de lui fournir périodiquement des renseignements sur l'exécution dudit engagement et d'autoriser la vérification des données pertinentes. Le fait de ne pas déférer à de telles demandes est considéré comme une violation de l'engagement.

9) En cas de violation d'un engagement de la part d'une partie, il est imposé un droit définitif sur la base des données de fait ayant entraîné l'engagement. Dans de tels cas, des droits définitifs peuvent être perçus sur les importations déclarées pour la mise à la consommation 90 jours avant l'application du droit provisoire, mais non pour les importations antérieures à l'inexécution de l'engagement.

Article 30. 1) En cas de retrait de la plainte, une procédure peut être engagée, sauf si:

1. un engagement est accepté conformément aux dispositions de l'article 29, ou

2. l'affaire est close, parce que:
 - a) il a été déterminé au cours de l'examen préliminaire que la plainte ne contenait pas de raisons d'appliquer de quelconques mesures;
 - b) la plainte a été retirée (sous réserve que cette décision de clore l'affaire ne soit pas contraire à l'intérêt de la branche de production bulgare);
 - c) l'examen préliminaire n'a pas livré des éléments de preuve suffisants au regard des dispositions du paragraphe 2) de l'article 21;
 - d) la marge de dumping ou le montant de la subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires, selon le cas, est *de minimis* - la marge de dumping ne dépassant pas 2 pour cent du prix à l'exportation ou le montant de la subvention ne dépassant pas 1 pour cent *ad valorem*;
 - e) le volume des importations, effectives ou potentielles, faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées est négligeable au sens du paragraphe 3) de l'article 21.
 - 2) Dans toutes les procédures engagées en application des dispositions du paragraphe 1), l'enquête est close par décision du Conseil des ministres prise sur la proposition du Ministre du commerce et de la coopération économique extérieure. Cette décision est rendue publique par voie d'avis publié au Journal officiel.
- Article 31. 1)** Lorsque les faits définitivement établis prouvent l'existence de subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou d'un dumping et d'un dommage ainsi causé, il est imposé un droit compensateur ou un droit antidumping définitif.
- 2) Les droits antidumping et les droits compensateurs sont imposés par décision du Conseil des ministres prise sur la proposition du Ministre du commerce et de la coopération économique extérieure et du Ministre des finances.
 - 3) La décision du Conseil des ministres définit le type et le volume du droit, la position tarifaire et la désignation du produit, le pays d'origine et/ou le pays d'exportation et le champ d'application du droit. Cette décision fixe la durée d'application du droit pour:
 1. tout fournisseur ou tous fournisseurs,
 2. en cas de multiplicité de fournisseurs d'un ou plusieurs pays et d'impossibilité de les identifier - le ou les pays fournisseurs.
 - 4) Si des droits provisoires sont appliqués, le montant du droit définitif à fixer est proposé au plus tard un mois avant l'expiration de la durée d'application du droit provisoire.
 - 5) Le montant du droit définitif ne dépasse pas celui de la marge de dumping ou de la subvention assujettie. Il lui est inférieur si un tel droit moindre doit suffire à faire disparaître le dommage causé à la branche de production bulgare.
 - 6) Lorsqu'un produit est importé dans la République de Bulgarie de plus d'un pays, un droit antidumping ou un droit compensateur d'un montant approprié est perçu sans discrimination sur toutes les importations de ce produit dont il a été constaté qu'elles font l'objet d'un dumping ou sont

subventionnées et qu'elles causent un dommage, à l'exception des importations en provenance des sources dont un engagement aura été accepté en application des dispositions de l'article 29.

7) Lorsqu'une enquête a été menée en application des dispositions de l'article 36, les conditions ci-après sont respectées:

1. le droit antidumping ou le droit compensateur appliqué à des importations en provenance d'exportateurs ou de producteurs qui n'ont pas été visés par l'examen ne dépasse pas:

a) la marge moyenne pondérée de dumping ou le montant de la subvention assujettie établi pour les exportateurs ou les producteurs choisis, ou

b) dans les cas où le montant du droit antidumping ou du droit compensateur à acquitter est calculé sur la base d'une valeur normale prospective, la différence entre la valeur normale moyenne pondérée pour les exportateurs ou producteurs choisis et les prix à l'exportation pour les exportateurs ou les producteurs qui n'ont pas fait individuellement l'objet d'un examen.

2. Les autorités appliquent des droits ou des valeurs normales individuels aux importations en provenance des exportateurs ou des producteurs qui n'ont pas été visés par l'examen et qui ont fourni les renseignements nécessaires au cours de l'enquête, ainsi qu'il est prévu au paragraphe 3) de l'article 36;

3. Les autorités ne tiennent pas compte, aux fins du présent paragraphe, des marges nulles ou *de minimis* ni des marges établies dans les circonstances indiquées aux paragraphes 9) et 10) de l'article 25.

8) Les droits antidumping et les droits compensateurs sont des droits *ad valorem* imposés indépendamment et en sus des droits de douane, taxes et des autres impositions.

9) Aucun produit ne peut être assujetti à la fois à un droit antidumping et à un droit compensateur.

Article 32. 1) Il ne peut être appliqué de mesures provisoires et de droits antidumping ou compensateurs aux produits déclarés à l'entrée du territoire de la République de Bulgarie pour la mise à la consommation qu'après la date d'entrée en vigueur de la décision visant leur détermination, sous réserve des exceptions énoncées aux paragraphes 2) à 6) ci-après.

2) Lorsqu'un droit provisoire a été appliqué et que les faits établis par une détermination finale attestent l'existence d'une subvention pouvant donner lieu à des mesures compensatoires ou d'un dumping et d'un dommage, le Conseil des ministres décide, qu'un droit compensateur ou antidumping définitif doive ou non être imposé, quelle proportion du droit provisoire sera définitivement recouvrée.

3) A cette fin, le "dommage" ne s'entend pas du retard important dans la création d'une branche de production bulgare d'un produit similaire, ni de la menace d'un dommage important, sauf s'il est constaté qu'en l'absence de mesures provisoires l'effet en question serait transformé en dommage important pour la branche de production bulgare.

4) Si le droit antidumping définitif est supérieur au droit provisoire acquitté ou dû, ou au montant estimé aux fins de la garantie, la différence n'est pas recouvrée. Si le droit définitif est inférieur au droit provisoire acquitté ou dû, ou au montant estimé aux fins de la garantie, la différence est remboursée ou le droit recalculé, selon le cas.

5) Un droit compensateur ou antidumping définitif peut être perçu sur des produits déclarés pour la mise à la consommation 90 jours au plus avant la date d'application des mesures provisoires lorsque les autorités déterminent:

1. en cas de dumping:

a) qu'un dumping causant un dommage a été constaté dans le passé ou que l'importateur savait ou aurait dû savoir que l'exportateur pratiquait le dumping et que ce dumping causerait un dommage; et

b) que le dommage est causé par des importations massives d'un produit faisant l'objet d'un dumping, effectuées en un temps relativement court qui, compte tenu du moment auquel sont effectuées les importations en question et de leur volume, ainsi que d'autres circonstances (telles qu'une constitution rapide de stocks du produit importé), est de nature à compromettre gravement l'effet correctif du droit antidumping définitif devant être appliqué;

2. en cas de subventionnement:

a) que l'on se trouve dans des circonstances critiques où, pour le produit subventionné en question, un dommage difficilement réparable est causé par des importations massives, effectuées en un temps relativement court, de ce produit qui bénéficie de subventions pouvant donner lieu à des mesures compensatoires aux termes du présent règlement et

b) où il apparaît nécessaire, pour empêcher qu'un tel dommage ne se reproduise, d'imposer rétroactivement des droits compensateurs sur ces importations.

6) En cas de violation ou de retrait d'un engagement, un droit définitif peut être perçu conformément aux dispositions du présent règlement sur des produits déclarés pour la mise à la consommation 90 jours au plus avant la date d'application des mesures provisoires, à condition que de telles mesures ne soient pas appliquées avant la date d'ouverture de l'enquête ou avant la violation ou le retrait de l'engagement.

Article 33. 1) Les mesures compensatoires et antidumping ne restent en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le subventionnement ou le dumping qui cause un dommage.

2) Les droits antidumping et les droits compensateurs définitifs sont imposés et les engagements acceptés pour une période n'excédant pas cinq ans. En cas de réexamen, la durée d'application est considérée comme partant de la date de publication de la décision du Conseil des ministres portant modification des droits imposés.

3) Six mois avant l'expiration de la durée prévue d'application des droits, il en est donné avis au public par voie de publication au Journal officiel.

4) A l'expiration de la durée d'application des droits, il est procédé à un "réexamen à terme", soit d'office, soit à la suite d'une demande déposée par la branche de production bulgare ou en son nom après la publication de l'avis visé au paragraphe 3), mais au plus tard trois mois avant le terme définitif, et étayée par des éléments de preuve. Les droits demeurent en vigueur jusqu'à la fin de ce réexamen.

5) Aux fins du présent article, il est donné avis au public de la venue imminente à expiration des droits antidumping ou compensateurs par voie de publication au Journal officiel.

6) La nécessité du maintien des mesures au regard des circonstances dans lesquelles elles ont été imposées peut aussi faire l'objet d'un réexamen intérimaire.

7) Il est procédé au réexamen visé au paragraphe 6) soit automatiquement, soit, à condition qu'un délai raisonnable d'au moins un an se soit écoulé depuis l'imposition de la mesure définitive, à la demande de tout exportateur, importateur ou producteur bulgare qui justifierait par des éléments de preuve suffisants de la nécessité d'un tel réexamen.

8) Il est procédé à un examen intérimaire lorsque la demande contient des éléments prouvant suffisamment que:

1. le maintien de la mesure n'est plus nécessaire pour neutraliser le dumping ou la subvention, et/ou

2. le dommage ne serait pas susceptible de subsister ou de se reproduire si la mesure était éliminée ou modifiée, ou

3. la mesure existante n'est pas, ou n'est plus, suffisante pour contrebalancer le subventionnement ou le dumping qui cause un dommage.

9) Il est procédé à un examen en vue de déterminer la marge de dumping individuelle pour les exportateurs initiaux du pays d'exportation qui n'ont pas exporté le produit considéré pendant la durée de l'enquête si:

1. ils ne sont pas liés aux exportateurs ou producteurs du pays d'exportation assujettis au droit antidumping, ou

2. leurs exportations à destination de la République de Bulgarie sont effectuées postérieurement à la période couverte par l'enquête, ou

3. ils prouvent qu'ils se sont engagés par une obligation contractuelle irrévocable à exporter de grandes quantités dudit produit à destination de la République de Bulgarie.

10) Lorsqu'une procédure de réexamen est engagée le Conseil des ministres adopte un règlement modifiant celui qui définissait le droit antidumping dans les cas où celui-ci est abrogé en ce qui concerne les exportateurs initiaux en application du paragraphe 9).

11) Les procédures de réexamen sont engagées par décision du Conseil des ministres prise sur la proposition du Ministre du commerce et de la coopération économique extérieure et sont menées suivant la procédure générale. Selon les résultats, le règlement adopté par le Conseil des ministres peut être modifié ou abrogé.

12) Le réexamen est effectué dans les moindres délais acceptables, mais au plus dans un délai de 12 mois à compter de la date à laquelle il a été engagé.

Article 34.1) L'application des droits antidumping et des droits compensateurs imposés en vertu des dispositions du présent règlement peut être étendue aux importations en provenance de pays

tiers de produits similaires, ou de parties de ces produits, en cas de contournement des mesures en vigueur. Le contournement se définit comme suit:

1. la structure du commerce entre les pays tiers et la République de Bulgarie accuse un changement qui n'a d'autre cause que le droit imposé;
2. certains faits tendent à prouver que les effets correctifs du droit se trouvent compromis, en ce qui concerne les prix;
3. les produits similaires importés, ou des parties de ces produits, bénéficient encore du dumping ou du subventionnement.

2) Une enquête est ouverte conformément aux dispositions du présent article par décision du Conseil des ministres lorsqu'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un contournement au sens du paragraphe 1). Cette enquête est menée suivant la procédure générale et terminée dans un délai de neuf mois.

Article 35.1) Les droits antidumping et les droits compensateurs sont imposés suivant les règles d'origine non préférentielles générales, applicables sur le territoire de la République de Bulgarie, à moins que le règlement fixant le droit applicable ne définisse des règles d'origine spéciales.

2) Si l'intérêt de la branche de production bulgare le commande, les droits antidumping et les droits compensateurs, provisoires ou définitifs, peuvent être suspendus:

1. pour une période de neuf mois, qui peut être prorogée d'un an;
2. si la situation économique a changé de telle sorte que le dommage n'est pas susceptible de se reproduire en cas de suspension du droit.

3) Le droit est toujours remis en application si les circonstances visées au paragraphe 2) ont disparu.

Article 36.1) Dans les cas où le nombre des plaintes, des exportateurs ou des importateurs, des types de produits ou des transactions est important, l'enquête peut être limitée:

1. à un nombre raisonnable de parties, de produits ou de transactions par l'utilisation d'échantillons qui soient valables d'un point de vue statistique d'après les renseignements disponibles au moment du choix, ou
2. au plus grand pourcentage du volume de la production, des ventes ou des exportations sur lequel l'enquête peut raisonnablement porter dans le délai imparti.

2) Le choix des parties, types de produits ou transactions à opérer aux fins de l'échantillonnage prévu ci-dessus incombe en dernier ressort à la Commission, mais il est fait de préférence en consultation avec les parties concernées.

3) Dans les cas où l'examen a été limité ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1), un montant individuel de subventionnement ou une marge individuelle de dumping n'en est pas moins calculé pour tout exportateur ou producteur qui n'a pas été choisi initialement et qui présente les renseignements nécessaires dans les délais prévus par le présent règlement.

4) Les dispositions du paragraphe 3) ne sont pas applicables dans les cas où le nombre des exportateurs ou producteurs est si important que des examens individuels compliqueraient indûment la tâche des autorités et empêcheraient d'achever l'enquête en temps utile.

Article 37.1) Les renseignements reçus en application du présent règlement ne sont utilisés qu'aux fins auxquelles ils ont été demandés.

2) Aux fins du présent règlement, on entend par "renseignements confidentiels":

1. tout renseignement dont la divulgation avantagerait un concurrent ou aurait probablement un effet négatif notable sur la personne qui l'a fourni ou celle qui en est la source;

2. tout renseignement reçu en application du présent règlement pour lequel la personne qui l'a fourni a demandé le traitement confidentiel, auquel cas il n'est pas divulgué sans son autorisation expresse.

3) Les parties intéressées qui fournissent des renseignements confidentiels sont tenues d'en donner des résumés non confidentiels. Ces résumés doivent être suffisamment détaillés pour permettre de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel. Dans des circonstances exceptionnelles, lesdites parties peuvent indiquer que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés. Dans ces circonstances, les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni doivent être exposées.

4) Si les autorités estiment qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la personne qui a fourni les renseignements ne veut ni les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, elles peuvent ne pas tenir compte des renseignements en question, sauf s'il peut leur être démontré de manière convaincante, de source appropriée, que lesdits renseignements sont corrects.

5) Les dispositions des paragraphes 1) à 4) ci-dessus n'empêchent pas les autorités compétentes de divulguer des renseignements de caractère général dans la mesure nécessaire pour expliquer les motifs de leur décision dans le cadre d'une procédure judiciaire. Ce faisant, elles doivent tenir compte de l'intérêt légitime qu'ont les parties concernées à ne pas voir divulguer leurs secrets d'affaires.

6) Les renseignements visés au paragraphe 2.2) ne sont divulgués qu'avec l'autorisation écrite expresse de la personne qui les a fournis.

Article 38.1) Les mesures ou activités administratives se rapportant à la procédure engagée et menée en application du présent règlement sont susceptibles de recours suivant les dispositions du code de procédure administrative.

2) Les actes juridiques faits par le Conseil des ministres en application des dispositions du présent règlement sont susceptibles de recours suivant la procédure générale.

DISPOSITIONS FINALES

Paragraphe 1. Le présent règlement abroge et remplace le Règlement n° 181 de 1993 du Conseil des ministres relatif à la protection du marché intérieur contre les importations faisant l'objet d'un dumping ou subventionnées (Journal officiel n° 81/1993).

Paragraphe 2. L'application du présent règlement est placée sous l'autorité du Ministre du commerce et de la coopération économique extérieure et du Ministre des finances.

Paragraphe 3. Le présent règlement entre en vigueur 14 jours après sa publication au Journal officiel.